

SAMENVATTINGEN / RÉSUMÉS / SUMMARIES

LIEVEN SAERENS

DES FLAMANDS ORDINAIRES ?

Les chasseurs de Juifs de la *Vlaamse SS* à Anvers, 1942 (Seconde partie)

Lorsqu'à l'été 1942, les Juifs ne furent plus disposés à se livrer volontairement, la *Sipo-SD* commença à opérer des rafles. Cette police ne fonctionnait pas dans un vide sociétal. Vu qu'elle manquait en permanence d'effectifs, elle fit appel à d'autres instances allemandes, mais aussi à des structures belges. Du côté allemand, elle reçut dès le départ l'aide de la *Feldgendarmarie*, qui dépendait de la *Militärverwaltung*. Du côté belge, elle tenta de faire intervenir la police locale. À Anvers, cela réussit, avec pour résultat l'engagement en bloc de la police d'Anvers lors de trois rafles en août 1942. Au cours de celle du 11 septembre 1942, il y eut aussi dans des domaines spécifiques, collaboration étroite avec la police anversoise. Plus tard, des agents de police anversois furent encore régulièrement 'réquisitionnés' de manière individuelle pour prendre part à l'arrestation de Juifs.

À partir des environs du 20 septembre 1942, la *Sipo-SD* d'Anvers eut recours aux SS du bataillon d'Anvers. Dans la collaboration des SS anversois, on peut grosso modo distinguer quatre phases. Dans une première, le bataillon fut engagé en bloc avec des membres de la *Sipo-SD* et la *Feldgendarmarie*. Suivit alors une phase plutôt 'chaotique', durant laquelle des SS flamands semblèrent plutôt agir de leur propre initiative. Dans une troisième phase, la *Sipo-SD* en appela à une vingtaine de volontaires de la SS flamande. Au cours de la dernière, quatre hommes de confiance de la SS furent sollicités, de concert avec Felix Lauterborn et la *Sipo-SD* (*Dienststelle* Erich Holm, le département juif). Les chasseurs de Juifs anversois accomplirent leur tâche librement et gratuitement. Pourtant, ils étaient tout sauf des idéalistes. En compensation, ils faisaient littéralement main basse sur tout ce qu'ils trouvaient.

Notre contribution, qui s'inscrit dans le cadre de l'étude de la persécution des Juifs en Belgique, porte résolument l'attention sur les criminels. Via une description d'une quarantaine de SS anversois chasseurs de Juifs, nous tentons d'accéder au niveau le plus concret et le plus élémentaire. Cela fournit le profil suivant. L'âge moyen des chasseurs de Juifs est de 27 ans. Une majorité d'entre eux font déjà partie avant-guerre des milieux nationalistes flamands liés à l'Ordre nouveau et anti-juifs. Il est aussi indicatif que 30 à 40 % des SS anversois chasseurs de Juifs adhèrent à l'*Algemeene SS-Vlaanderen* au cours de la période octobre-décembre 1940, soit presque immédiatement après sa création. Pour ce qui a trait aux réseaux politiques d'avant-guerre, un lien évident existe avec le *Verdinaso*. Pas moins de 32 à 35 % des chasseurs de Juifs proviennent de ce mouvement, ou du moins manifestent une sympathie à son égard.

Il est plus difficile de dégager les réseaux socio-culturels d'avant-guerre. Il est sûr en tout cas qu'un certain nombre de chasseurs de Juifs se connaissent déjà avant la guerre.

Des cercles comme l'Académie des beaux-arts d'Anvers mériteraient à ce propos une recherche plus approfondie. Il est en effet remarquable de constater qu'un assez grand nombre de chasseurs de Juifs témoignent de certaines aptitudes et d'un certain intérêt artistiques. Pour ce qui est du niveau d'études, la plupart ne paraissent avoir suivi que l'enseignement primaire. Du point de vue professionnel, on est frappé par l'assez grand nombre d'employés modestes. Les ouvriers d'usine et de la construction n'apparaissent pas parmi les chasseurs de Juifs anversoises.

Étant donné qu'une majorité d'entre eux ont déjà milité avant-guerre dans des organisations nazifiées d'Ordre nouveau et ouvertement anti-juives, il va de soi que les chasseurs de Juifs ne sont pas des enfants de chœur. Ils n'en sont pas pour autant des canailles. L'immense majorité a un casier judiciaire vierge. Encore plus remarquable est le fait que la majorité (60 %) se déclare "catholique romain" et qu'au moins 20 autres % sont manifestement d'origine catholique. Bien qu'un certain nombre de chasseurs de Juifs aient souffert de la crise des années 1930, il ne paraît pas s'agir de personnes nées 'perdantes'. Bref, ils ne proviennent pas de groupes sociaux marginalisés, mais paraissent, sous de nombreux aspects, juste de très ordinaires 'petits gens', aux racines (petites) bourgeoises. Cela n'empêche pas que plusieurs semblent être d'éternels mécontents, toujours dépités et extrêmement égocentriques, ce qui en fait des êtres difficiles à tenir en mains. La guerre enclenche très rapidement chez eux un processus de brutalisation. Au cours des rafles de Juifs, ils sombrent dans une violence brutale, qui n'épargne ni les enfants, ni les femmes, ni les malades, ni les personnes âgées. En outre, les circonstances de guerre augmentent indéniablement l'ego d'un certain nombre d'entre eux.

La justice d'après-guerre fut relativement clément avec les chasseurs de Juifs. La plupart d'entre eux furent libérés au plus tard en 1951. De ceux qui avaient été condamnés à mort, aucun ne fut exécuté. Après un certain temps, pas moins d'une dizaine parmi la trentaine de chasseurs de Juifs non condamnés par contumace, soit 33 % d'entre eux, furent réhabilités. De manière générale, on peut d'ailleurs dire que les enquêtes menées après-guerre sur la persécution des Juifs en Belgique ne l'ont pas été à fond. Bien que cette recherche révèle un lien évident entre nationalisme flamand et persécution des Juifs, ce lien disparut très rapidement de la mémoire collective après le conflit.

LIEVEN SAERENS

ORDINARY FLEMISH PEOPLE ?

The Jew-hunters of the Flemish SS in Antwerp, 1942 (Part Two)

When the Jews were no longer willing to present themselves voluntarily to them, the *Sipo-SD* began in the summer of 1942 to carry out round-ups. The *Sipo-SD* did not, however, act in a social vacuum. Given that it always suffered from a shortage of manpower, it called on the assistance of other institutions, German but also Belgian.

On the German side it received from the outset the help of the *Feldgendarmarie* (Military Police), which depended on the *Militärverwaltung* (Military Administration). On the Belgian side, it sought to make use of the local police. In Antwerp this was successful, with the consequence that the Antwerp police participated *en bloc* in three round-ups during August 1942. During the round-up of 11 September 1942, the Antwerp police also worked closely with the German police on certain specific tasks. Subsequently, individual Antwerp policemen were regularly “requisitioned” to participate in the arrests of Jews.

From around 20 September 1942, the *Sipo-SD* could also rely on the assistance of the Flemish SS of the *Stormban Antwerpen* (Antwerp Storm Battalion). This collaboration by the Antwerp SS in the pursuit of Jews fell in broad terms into four consecutive stages. In the first phase, the members of the *Stormban Antwerpen* were integrated *en bloc* with the *Sipo-SD* and the *Feldgendarmarie*. This was followed by a second “chaotic” phase during which the Flemish members of the SS appear to have acted on their own initiative. Subsequently, in the third phase, the *Sipo-SD* made use of twenty Flemish SS volunteers. Finally, during the last phase, use was made of four reliable SS men, in collaboration with Felix Lauterborn and the *Sipo-SD* (the *Dienststelle* Erich Holm, the Jewish Affairs Department). The Antwerp Jew-hunters were volunteers and were unpaid. They were however anything but idealists, seizing as compensation for their participation literally everything upon which they could lay their hands.

In the broader context of the study of the persecution of the Jews in Belgium, our contribution is focused firmly on the actors of these deeds. Through a collective description of forty Antwerp SS Jew-hunters, the article seeks to concentrate on the most concrete and basic level. This generates a clear social profile of the Jew-hunters. Their average age was 27, and a majority of them had already before the war formed part of pro-New Order and anti-semitic Flemish Nationalist circles. It is also significant that between 30 and 40 % of the Antwerp SS Jew-hunters had entered the *Algemeene SS-Vlaanderen* (the Flemish Civilian SS) between October and December 1940 immediately after its creation. In so far as pre-war political networks are concerned, a clear connection with *Verdinaso* is evident: no fewer than 32-35 % of the Jew-hunters came from this movement or had at least marked sympathies for it.

More difficult is to reconstruct their pre-war social and cultural networks. What is clear is that a number of the Jew-hunters already knew each other before the war. Circles such as those around the *Antwerpse Academie voor Schone Kunsten* (Antwerp Academy of Fine Arts) would in this respect repay closer study. Indeed, it is remarkable that a relatively high proportion of the Antwerp Jew-hunters possessed artistic abilities or interests. As far as educational level is concerned, it appears that the majority of them had only completed primary education. In professional terms, the relatively large number of low-level white-collar employees is striking. In contrast, factory and building workers did not appear among the Antwerp Jew-hunters.

Given that a majority of them had already been active before the war in pro-New Order and markedly anti-semitic organisations, the Jew-hunters were in no sense innocents. But this did not mean that they were a criminal mob. The large majority of them had a clean judicial record. Even more remarkable is that the majority of them (around 60 %) described themselves as “Roman Catholic” and at least 20 % came from clearly Catholic backgrounds. Thus, although a number of the Jew-hunters had been touched by the economic crisis of the 1930s, they do not appear to have been born losers. In short, they did not come from marginal social groups, but appear in many respects to have been entirely ordinary “little people”, with a (lower) middle-class background. Nevertheless, many appear to have been embittered and argumentative individuals, with highly egocentric characters, whose continuous sense of grievance made them difficult to integrate into society. The war provoked within them a very rapid process of brutalisation. During the Jewish round-ups they resorted to a brutal violence which did not spare women, children, the sick or the elderly. Thus, the circumstances of the war acted undeniably to heighten the egocentrism of a number of the Antwerp SS Jew-hunters.

The post-war judicial processes were relatively mild towards the Jew-hunters. The majority of them had been freed by 1951; and, of those who were sentenced to death, none was actually executed. After the passage of time, at least ten (33 %) of the thirty Jew-hunters not sentenced by default were rehabilitated. In general terms, one can state that the post-war investigation into the persecution of the Jews in Belgium was not very thorough-going. Though our investigation demonstrates clearly the link between Flemish Nationalism and persecution of the Jews, this connection disappeared very rapidly from the collective memory after the war.

KLAARTJE SCHRIJVERS

LA GRÈVE DES MÉDECINS DE 1964

Ou comment les médecins réussirent à former un front unique puissant dans leur lutte contre les autorités

En avril 1964, les médecins belges partirent massivement en grève. Le détonateur en fut la loi Leburton d’août 1963, entrée en application le 1^{er} janvier 1964. Les médecins dirent s’opposer à ce qu’ils considéraient comme une médecine “étatisée”. Ils reprochaient aux autorités des pratiques communistes. Le pouvoir à son tour accusa les médecins de penser uniquement à leurs rentrées financières. Même si lorsqu’elle fut terminée, la grève apparut comme une sorte d’aventure du corps médical digne d’un western, elle laisse jusqu’à ce jour des traces profondes lors des négociations entre autorités et médecins. Du 1^{er} au 18 avril 1964, eut en effet lieu la plus importante grève des médecins à l’échelle planétaire (95 % des médecins firent grève). Jamais avant ni après, un groupe professionnel élitaire ne parvint à s’organiser de manière si massive et ce dans le plus grand secret.

Ce qui fut décrit tant par les autorités que par la presse comme un mouvement impulsif, était en fait une mobilisation préparée jusqu'aux moindres détails et extrêmement professionnelle. Au contraire de ce que l'opinion publique pensait et savait, le plan d'entrer en grève générale avait d'ailleurs déjà été conçu à l'occasion de la Loi unique de 1961. Un petit groupe de médecins des provinces de Liège et du Luxembourg établit à l'été de 1961 les bases d'un vrai syndicat des médecins avec comme but de rendre le corps médical plus combatif. En un an et demi, on fit ensuite surgir une toute nouvelle organisation des médecins (les fameuses cinq Chambres syndicales des médecins de Belgique), répandue sur l'ensemble du territoire belge. L'organisation disposait partout des mêmes types de cellules, cellules au sein desquelles les médecins étaient répartis, et d'une communication qui passait par une structure téléphonique pyramidale. Les Chambres syndicales furent en d'autres mots érigées pour rendre possible une grève générale. Pour coordonner de façon efficace leur action, les médecins, dont ce n'était pas vraiment la spécialité, furent en outre assistés par des fiscalistes, des juristes et des conseillers en relations publiques.

La grève quasi générale d'avril 1964 fit dès lors l'effet d'une bombe. Pendant 18 jours, le pays se trouva sens dessus dessous. L'"opération valise" fit partir bien des médecins en vacances au moment même où le gouvernement se mettait en congé. Par ailleurs, des médecins restaient sur place et organisaient les services de garde. Chaque patient était automatiquement renvoyé vers un hôpital vu que les visites à domicile ne pouvaient plus être exécutées. La grève s'accrut lorsque le gouvernement passa à la réquisition militaire des médecins. L'anarchie semblait complète, mais l'intervention des recteurs des quatre universités du pays permit une percée. La grève fut levée dans la nuit du 17 au 18 avril; pratiquement toutes les exigences du corps médical avaient été rencontrées.

KLAARTJE SCHRIJVERS

THE DOCTORS' STRIKE OF 1964

Or how the medical doctors succeeded in forming a strong united front
in their struggle against the authorities

In April 1964, the Belgian medical doctors launched a large-scale strike. The immediate cause of the strike was the Leburton Law of August 1963, which came into force on 1 January 1964. The doctors declared that they were opposed to what they termed a "state" medical system, and accused the authorities of adopting Communist methods. The authorities, in response, accused the doctors of thinking only of their incomes. Long after it was over, the strike was recalled as a "Western-style" adventure by the doctors, which even today retains strong legacies in the negotiations between the authorities and the doctors. From 1 to 18 April 1964, the largest strike of medical doctors ever seen in the world took place (95 % of doctors went on strike). Neither before nor since has an elite profession mobilised so massively and in such complete secrecy.

What was presented by the authorities and by the press as an impulsive action was in fact a highly professional act, which had been prepared in every detail. In contrast to what public opinion thought and believed, already at the time of the *Loi unique* (Single Law) of 1961, plans had been put in place to launch a general strike. A small group of doctors from the provinces of Liège and Luxembourg had laid in the summer of 1961 the basis of a true doctors' trade-union with the goal of making the medical profession more combative. One and a half years later an entirely new doctors' organisation came into existence (the famous five Trade-Union Chambers of Doctors of Belgium) across the entire national territory. The organisation set up a universal structure of cells into which doctors were divided, and a pyramidal structure of telephone communication was established. Thus, the Trade-Union Chambers were established in such a way as to make a general strike possible. In order to achieve efficient co-ordination in areas with which they were not familiar, the doctors called upon the assistance of tax experts, lawyers and public-relations advisors.

The almost general strike of April 1964 consequently had the effect of a bomb. For eighteen days the country was thrown into commotion. With their "suitcase action", many of the doctors went off on holiday, just at the moment when the government itself was closing down for the holidays. Moreover, some doctors stayed behind and organised an emergency medical service. Each patient was transferred automatically to a hospital, as home visits were no longer possible. The strike escalated when the authorities initiated the military mobilisation of the doctors. The descent into chaos appeared to be complete, but the intervention of the rectors of the four universities of Belgium enabled a breakthrough to be achieved. The strike was lifted in the night of 17-18 April, and almost all of the demands of the medical doctors were accepted.

CHRISTOPHE BRÜLL

HERSTEL, ANNEXATIE OF CORRECTIE ?

Het probleem van de Belgisch-Duitse grens na de Tweede Wereldoorlog,
1945-1949

De problemen die na 1945 over de Belgisch-Duitse grens ontstonden, zijn een vergeten episode in de geschiedenis van de relaties tussen de beide landen. Het artikel onderzoekt het ontstaan van de Belgische eisen en plaatst hen in hun context. In regeringskringen, zoals vertegenwoordigd door de socialistische minister van Buitenlandse Zaken, Paul-Henri Spaak, bestond vooral de wil om de anomalieën in de grenszones, zoals vastgelegd in de jaren 1920, te "herstellen". Maar in een klimaat van anti-Duits ressentiment en algemene onzekerheid over de toekomst van Duitsland, stelden bepaalde Belgische kringen tamelijk belangrijke territoriale eisen en vragen tot herstel. Dat moest als compensatie dienen voor door de Duitse bezetter gestolen en geplunderde Belgische bezittingen. Een van de belangrijkste vertolkers van dit standpunt was het *Comité belge du Rhin* (CBR), dat, in samenwerking met buitenlandse comités,

talrijke economische en territoriale eisen aan het overwonnen Duitsland stelde. In zijn meest maximalistische visie, vroeg het CBR ofwel de annexatie, ofwel het gebruik van de hele infrastructuur van het industriebekken tussen Aken en Keulen. Overtuigd dat de annexatie van belangrijke Duitse gebieden een relatief groot deel van de Duitse bevolking zou treffen, meende de Belgische regering dat dit niet zou bijdragen tot een stabiele vrede in Europa. In 1946 besliste ze om slechts zeer weinig Duits gebied te vragen, met het oog op een “correctie” van de grens. De Belgische eisen werden aldus geformuleerd in drie memoranda van november 1946 en januari 1947. Zij werden gunstig ontvangen door de Angelsaksische geallieerden. Maar het duurde nog tot 1948 vooraleer men tot een diplomatiek verdrag over de grenskwestie kwam. Intussen waren aan beide kanten van de Belgisch-Duitse grens twee blokken ontstaan : enerzijds een blok dat gewonnen was voor de aanhechting van Duitse gemeenten aan België, anderzijds een blok dat daar tegen was. Talrijke petitiees werden naar het ministerie van Buitenlandse Zaken in Brussel gestuurd. Nochtans slaagde men er nooit in het concrete aantal “Pro-Belgen” en “Pro-Duitsers” te specificeren. De Duitse publieke opinie keerde zich heftig tegen elke inkrimping van de West-Duitse grens. De grootste tegenstander van de Duitse grenswijzigingen was de minister-president van Noord-Rijn Westfalen, Karl Arnold, die in deze affaire uitgroeide tot een soort “minister van Buitenlandse Zaken van de Britse zone”.

In maart 1949 besliste een werkcómité van de Zes Machten (de Verenigde Staten, het Verenigd Koninkrijk, Frankrijk en de Benelux) dat het België was toegestaan voorwaardelijk 30 km² van het Duitse grondgebied aan te hechten, waar in totaal 3.850 Duitsers woonden. Desondanks verzaakte de Belgische regering in april 1949 aan het grootste deel van het gebied, met als gevolg dat uiteindelijk slechts 500 Duitsers aan een Belgisch militair bestuur waren onderworpen. Dit militair bestuur hield rekening met het voorwaardelijk karakter van de annexaties, gezien de definitieve grenslijn onderworpen was aan een vredesverdrag tussen België en Duitsland. Uiteindelijk werd in 1956 een bilateraal akkoord tussen België en Duitsland gesloten. Het akkoord regelde de grenslijn en werd door de Westerse geallieerden aanvaard.

De beslissing van de Belgische regering om afstand te doen van de meeste territoriale eisen was door economische overwegingen ingegeven. Ze werd aan de Belgische en Duitse publieke opinie echter voorgesteld als een “groot Europees gebaar”, of als een “eerste Belgisch-Duitse verzoening”. Ze droeg sterk bij tot het positieve imago dat Paul-Henri Spaak in het Duitsland van de jaren 1950 en in de Duitse historiografie genoot.

Door de analyse van een traditioneel onderwerp van de diplomatieke geschiedenis, de aanhechting van grensgebieden na een gewapend conflict, wil dit artikel de kwestie van de Duits-Belgische grens bekijken als een indicator van de Duits-Belgische relaties na 1945.

CHRISTOPHE BRÜLL

REPARATIONS, ANNEXATIONS OR RECTIFICATIONS ?

The Problem of the Belgo-German Frontier after the Second World War,
1945-1949

The problems which resurfaced surrounding the Belgo-German frontier after 1945 form part of the forgotten episodes in relations between the two countries. The article investigates the origins of the Belgian demands as well as the context in which they arose. In government circles, represented notably by the socialist Minister of Foreign Affairs, Paul-Henri Spaak, there was above all a concern to “repair” the anomalies of the frontier established during the 1920s. But, in a climate of anti-German resentments and general uncertainty regarding the future of Germany, some Belgian circles advocated quite significant demands for territory and for reparations, as compensation for Belgian assets stolen and pillaged by the Germans during the Occupation. One of the most important spokesmen for these circles was the Belgian Committee of the Rhine (*Comité belge du Rhin*, CBR) which, in collaboration with other foreign committees, made numerous demands of a territorial and economic nature with regard to the defeated Germany. In their most maximalist vision, the CBR demanded either the annexation or the utilisation of all of the infrastructure of the industrial basin between Aachen and Cologne. The government, convinced that the annexation of significant German territories containing a relatively large proportion of the German population would not contribute to the stability of the peace in Western Europe, took the decision in 1946 to demand only very small areas of German territory with the intention of „correcting“ the frontier. These Belgian demands towards Germany were subsequently formulated in three memoranda of November 1946 and January 1947. They were met with a favourable response by the Anglo-Saxon allies, but it was only in 1948 that a diplomatic negotiation began over the frontier question. In the meantime, at various points on the Belgo-German frontier two clearly-defined groups had emerged, one in favour of the integration of German communes into Belgium and the other opposed to it. Numerous petitions from the two groups arrived at the Ministry of Foreign Affairs in Brussels, but it never proved possible to define the true levels of support for the “pro-Belgians” and the “pro-Germans”. German public opinion was, however, firmly opposed to any amputation of the western frontier of Germany. The strongest opponent of any alterations to the frontier was the Minister-President of North-Rhine Westphalia, Karl Arnold, who became on this matter a sort of “Minister of Foreign Affairs of the British Zone in Germany”.

By a decision in March 1949 of a working committee of the Six Powers (the USA, the United Kingdom, France and the Benelux states), Belgium was permitted the provisional right to 30 km² of German territory inhabited by 3,850 Germans. However, in April 1949, the Belgian government renounced any claim to the large majority of these territories, with the consequence that only 500 Germans were finally placed under a Belgian military administration. The military character of this administration reflected the provisional

character of the annexations, as the definitive frontier line was dependent on the conclusion of a peace treaty between Belgium and Germany. The frontier negotiated in the context of this treaty would then be accepted by the Western Allies.

The decision of the Belgian government to abandon most of its territorial demands was in fact based on simple economic considerations. But it was presented to Belgian and German public opinion as a “great European gesture” or as the “first form of Belgo-German reconciliation”, and it contributed largely to the positive image which Paul-Henri Spaak enjoyed in Germany during the 1950s and in German historiography.

By analysing a traditional subject of diplomatic history, the drawing of frontiers after an armed conflict, this article thus seeks to consider the question of the Belgo-German frontier as an indicator of the wider evolution in Belgo-German relations after 1945.

BERT VANHULLE

‘OÙ VA L’HISTOIRE ?’

Potentialités d’une analyse narrative des manuels d’histoire flamands d’après-guerre

L’article tente de fournir un cadre d’analyse à l’étude des manuels d’histoire. Dans l’historiographie récente, on constate que les recherches relatives aux manuels ont d’ordinaire trait aux préjugés, à la manière dont des faits ou des groupes de population déterminés sont représentés et à la justesse du contenu (adéquation des manuels aux résultats récents de la recherche). Ces recherches partent d’un lien fort entre l’enseignement de l’histoire et le développement d’une conscience historique. L’article privilégie un nouveau regard sur les manuels; une méthode de recherche orientée dans un sens narratif peut-elle offrir une plus-value à l’étude des manuels d’histoire ?

Le statut spécifique des manuels d’histoire tient cependant lieu de limite à de trop grandes spéculations en termes de théorie de l’histoire; par le fait qu’il concilie l’exigence pédagogique d’exhaustivité et de clarté (couplée aux capacités intellectuelles du public cible) avec la vérité historique, le manuel occupe une position à part dans la production historique.

Une analyse narrative comporte, dans le contexte des manuels, la recherche d’un début, d’une fin, des personnages principaux, des contours littéraires (mise en récit) et de l’appui rhétorique à ces procédés. La théorie est appliquée à trois périodes, celle du début des ‘manuels modernes’ (1945-1953) et les périodes les plus récentes (les années 90 et celles après 2000). Cette périodisation a comme avantage qu’un modèle ‘archaïque’ peut être comparé avec les modèles contemporains incarnant les développements les plus récents tant sur le plan de la didactique que sur celui de l’évolution d’une meilleure position

de la discipline historique dans le contexte de l'enseignement (modèle de la formation contre conception de l'enseignement plus orientée vers les compétences).

Les différents types de narration (récit libéral, récit du progrès et cyclique) sont comparés entre eux, mais aussi mis en relation avec un certain nombre de conceptions sur l'histoire. Dans la conclusion, une double question est posée : qu'est-ce que le soubassement théorique du narrativisme a désormais à offrir de plus à l'étude des manuels d'histoire et à l'inverse, que peut apporter l'étude des manuels d'histoire à l'histoire théorique ?

Principalement que le statut de la fin dans le récit historique semble être une donnée problématique dans les manuels.

BERT VANHULLE

'WHERE IS HISTORY GOING ?'

The possibilities for a narrative analysis of postwar Flemish history text books

This article seeks to provide a framework for the study of history textbooks. In recent historiography, textbooks have generally been studied in terms of how particular events or groups of the population are presented in them, or in terms of "subject-matter adequacy" (i.e. how far they reflect the conclusions of recent historical research). This approach starts from an assumption of a close link between history teaching and the development of a historical awareness. In contrast, this article seeks to present a new approach to textbooks : can a more narrative-oriented research provide a more rewarding means of studying history textbooks ?

The specific nature of history textbooks serves, however, as a brake on the wider speculations of historical theory. As a consequence of their need to reconcile their pedagogic goals of completeness and clarity (married to the intellectual capacities of the intended readership) with historical truth, textbooks occupy a distinct position within historical production.

A narrative analysis requires in the context of textbooks the identification of the beginnings and ends of narratives, the principal figures who figure within them, the literary forms used (emplotment) and the rhetorical devices deployed to support the narratives. This theory was used to study three periods: the initial period of "modern textbooks" (1945-53) and two more recent periods (the 1990s and the period after 2000). This periodization had the advantage of enabling a comparison to be made between an "archaic" model and contemporary models which embody the most recent developments both on the level of teaching methods and in terms of the evolution towards a broader position of history as a subject within the educational system (notably the transition towards an approach based on developing historical awareness rather than more knowledge-based conceptions of education).

The different forms of narrative (liberal narratives, progressive narratives and cyclical narratives) were compared, alongside a number of conceptions of history. In the conclusion a two-fold question is raised: what benefits can the theoretical foundations of narrativism bring to the study of history textbooks; and, inversely, what can the study of history textbooks contribute to historical theory ?

Above all, it indicates that the concept of an end to a historical narrative remains a problematic element within the textbooks.